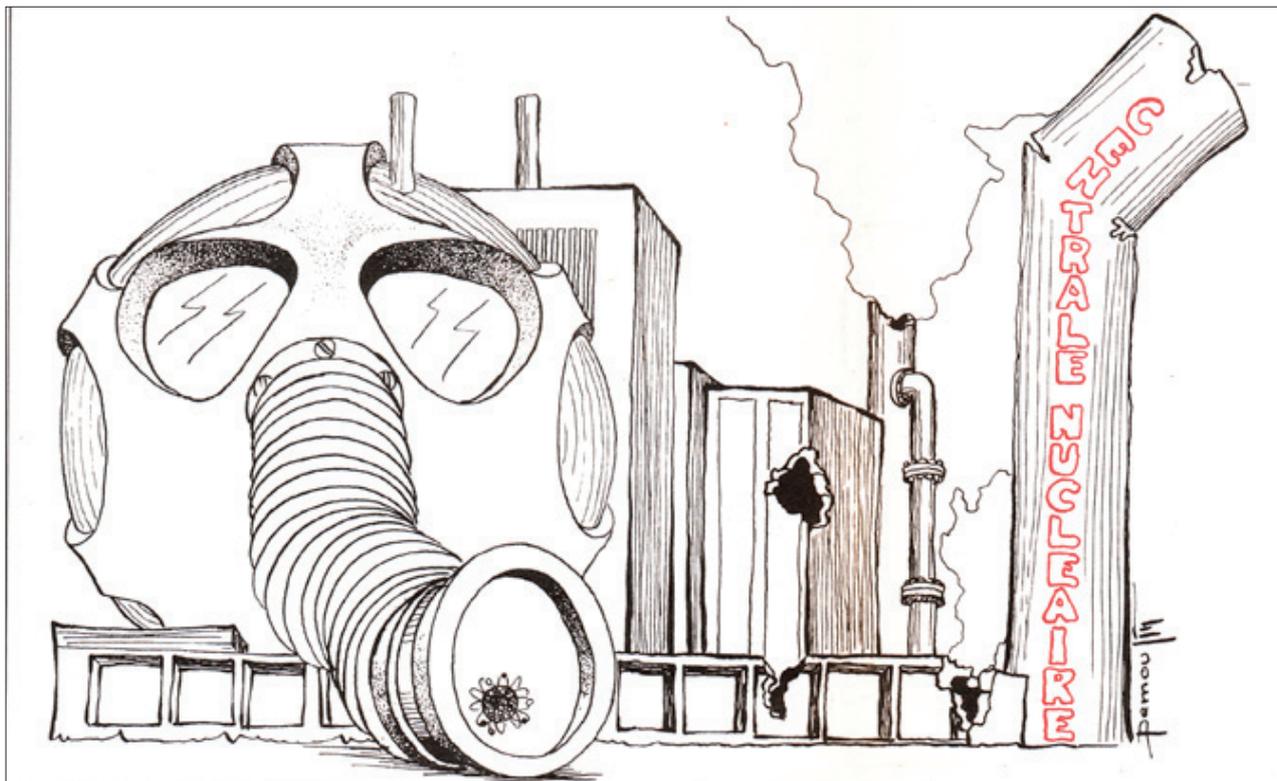


nucléaire : l'avenir qu'ils nous préparent

des centrales au coeur des villes ?



Une nouvelle étape de la lutte contre le programme électro-nucléaire s'ouvre. Dans les prochains mois, voire dans les prochaines semaines, le gouvernement et l'EDF vont vraisemblablement devoir faire face à des conflits plus nombreux et plus graves. Toute une série de facteurs y conduisent : l'extension nécessaire du programme, ses conséquences inéluctables et les leçons que les militants tirent de la première étape de la lutte.



Dans les prochaines semaines, le gouvernement va être appelé à de nouvelles décisions, sur notamment le rythme du programme, la localisation des nouvelles centrales, un développement axé vers les sur-régénérateurs.

La commission Péon (commission consultative pour la production d'électricité d'origine nucléaire) est invitée à faire au gouvernement, début mars, de nouvelles propositions pour 1978 et 1979. Il semble que cette commission propose que le rythme précédent soit maintenu, avec la réalisation d'installations de 12 000 mégawatts. Simultanément ou presque, se posent des problèmes de localisation. Le coût de la distribution de centrales éloignées des villes et des concentrations industrielles s'avère prohibitif. Aussi les centrales comme celle de Flamenville ne seront-elles pas développées. C'est à proximité de Paris, Lyon, Dunkerque, Fos ou de la sidérurgie lorraine que doivent être installées les prochaines centrales. Ainsi, vont se trouver sous la menace, non plus seulement des populations rurales à la fois éparses et peu préparées aux luttes politiques, mais les

principales métropoles du pays dans lesquelles est concentré le gros d'une classe ouvrière aguerrie.

EDF est prête à placer Paris...

Le développement de ce programme pose avec une acuité nouvelle les risques de l'énergie électro-nucléaire. L'étude de la centrale d'Achères témoigne que EDF emportée par sa logique technocratique, est prête à placer Paris sur un volcan. Pour améliorer la production d'une centrale thermique, classique ou nucléaire, il est en effet utile d'envisager de fournir simultanément un réseau de chauffage urbain. Ce réseau est déjà très développé à Paris : il est donc techniquement tentant d'envisager l'implantation d'une centrale nucléaire aux portes de Paris. Mais s'agissant d'une technique mal maîtrisée, présentant de surcroît des risques graves, il serait

criminel de l'implanter dans le cœur des agglomérations. Ce risque, les dirigeants de l'EDF l'envisagent. Il est nécessaire qu'ils sachent qu'en cas de catastrophes, qui ne sont évidemment pas certaines mais qui sont fort possibles, il y aura des **Nuremberg nucléaires**. C'est sans doute parce qu'ils mesurent d'ailleurs mieux le danger politique que le risque technique, que les dirigeants d'EDF font procéder actuellement à une prétendue étude d'impact sur Achères. Mais, sans doute pour s'assurer que les populations riveraines seront peu sensibilisées, les enquêteurs seraient accompagnés par des cadres de l'EDF, rendant par là très suspects les conclusions de l'étude.

Une autre décision, moins spectaculaire mais plus grave peut-être, doit être prise, concernant la réalisation du sur-régénérateur « super-Phénix » qui devrait être construit à Malville, à proximité de Bugey, aux confins des départements de l'Ain et de l'Isère. Le danger devient infiniment supérieur pour de multiples raisons sur lesquelles pratiquement tous les techniciens sont d'accord au point que les autorités américaines hésitent toujours à se lancer dans cette voie.

Les décisions que le gouvernement doit maintenant prendre, s'il ne se décide pas à remettre en cause son programme, risquent fort de déclencher des luttes dont l'importance sera plus grande qu'auparavant et qui peuvent avoir une autre nature, en mobilisant des millions de travailleurs.

... sur un volcan

Des centaines de scientifiques, des économistes, des organisations et notre parti, bien sûr, n'ont cessé depuis des mois de souligner les raisons graves que les travailleurs ont de s'opposer au programme nucléaire.

Les événements confirment déjà que nous avons raison et cela ne fait que commencer.

Mais les incidents de Grenoble, aboutissant à des rejets répétés dans les eaux souterraines d'effluents radio-actifs provenant du Centre d'études nucléaires, rappellent à nouveau le caractère inéluctable dans l'industrie nucléaire d'incidents plus ou moins graves. Cette conviction semble gagner un nombre croissant de techniciens. Les conclusions du rapport de l'Agence du bassin Seine-Normandie en témoignent. « *Les implantations de centrales nucléaires doivent être actuellement différées en amont de Paris, compte tenu de la nécessité de ne pas détériorer la qualité des eaux superficielles ou souterraines* ». Le directeur de cet organisme ajouterait même, selon un hebdomadaire : « *EDF s'apprête à implanter à Nogent-sur-Seine une centrale plus importante que celle de Fessenheim, sur un fleuve au débit bien plus faible. Elle choisit donc l'endroit où les risques sont les plus grands* ». Lorsque l'on connaît la prudence du langage administratif, il s'agit d'une mise en accusation.

Une autre conséquence ne saurait plus être retardée très longtemps, il s'agit de l'augmentation du coût de l'électricité. Les investissements nucléaires, au rythme actuel, représentent au moins la moitié du chiffre d'affaires de l'EDF. Des emprunts sont possibles, quoique difficiles, mais en tout cas il faut les rembourser et payer les intérêts. En moyenne, l'EDF va devoir trouver chaque année, en supplément, au moins 10 à 15 % de son chiffre d'affaires pour les investissements nucléaires. C'est le consommateur qui va payer. La lutte contre le programme électro-nucléaire se confondra avec la lutte contre la vie chère.

Volonté de coordination

Chaque projet électro-nucléaire ouvre de nouvelles luttes, et même parfois plusieurs, car pour une centrale il faut des couloirs de lignes à haute tension et des barrages sur les fleuves et les rivières. Dans les dernières semaines, Nogent-sur-Seine dans l'Aube, Villerest (Loire)

et Naussac (Lozère) ont été le théâtre de luttes. Après l'expérience de Fessenheim, Gravelines, Braud-et-Saint-Louis, EDF connaît le coût financier et politique de la contestation. Aussi, souvent, plie-t-elle bagage sans bruit. Il y a eu ainsi des dizaines de succès locaux, beaucoup plus nombreux que les lieux où EDF l'emporte. Mais n'y aurait-il qu'un site sur dix où la population se résigne ou accepte une centrale et le programme serait finalement réalisé.

Les comités antinucléaires nés autour des premiers sites ont compris, semble-t-il, la leçon. Une volonté de coordination se manifeste de toute part. Les comités bretons se fédèrent. Celui de Toulouse lance un appel à une coordination nationale avec apparemment beaucoup d'écho. Les scientifiques, dont l'apport a été si important, systématisent leur appui aux luttes locales : ils ont créé, il y a quelques semaines, le GSIEN (Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire). Certes, la coordination des comités ne suffira pas à assurer le succès du mouvement. Il faut aussi qu'il fédère, de la commune au pays, l'ensemble des syndicats, associations et organisations politiques qui refusent le programme électro-nucléaire, dans une articulation souple où chacun assure des tâches répondant à sa vocation principale.

L'action multipliée autour des sites, la propagande systématique, des rassemblements régionaux et nationaux, concrétiseraient l'avancée nécessaire du mouvement.

Dans l'organisation de ce large mouvement de masse, le PSU et ses militants apporteront leur participation. Dans cette lutte, ils s'attacheront sans cesse à convaincre et à organiser un nombre croissant de militants ouvriers. Ils s'efforceront d'entraîner dans ce combat l'ensemble des organisations ouvrières et socialistes.

Michel FIANT ■

Sur-générateurs

Questions sur le super-Phénix

Sir Brian Flowers, président de la Commission royale de Grande-Bretagne sur la pollution de l'environnement (organisme consultatif officiel chargé d'étudier les problèmes de l'environnement) a rendu public, le 2 décembre 1975, l'avis de la commission sur un prototype de sur-régénérateur de taille commerciale. Nous publions ci-dessous des extraits de ce texte :

« ...A l'heure actuelle, le sur-régénérateur soulève de sérieuses difficultés de nature fondamentale : dangers associés à la gestion de déchets à haute activité, problèmes non résolus quant à la stabilité du réacteur lui-même (qui, sur bien des points importants, est qualitativement différente de la stabilité d'un réacteur à neutrons thermiques), dangers associés à la nécessité de traiter de grandes quantités de plutonium et à la possibilité de sabotages et de vols, en particulier pendant les transports. Ces problèmes ont une importance mondiale...

« Le sur-régénérateur prototype doit être situé loin de toute agglomération. Il doit comporter sur place les installations nécessaires à la fabrication et au retraitement de son combustible afin d'éliminer les risques dus au transport du plutonium. Il doit être muni de tous les moyens de protection possibles, aussi bien sous forme de dispositifs physiques que d'une force armée de sécurité. Le système doit être conçu de telle sorte qu'il soit possible de mesurer et de surveiller minutieusement les flux de plutonium. Les coûts supplémentaires inhérents à de telles conditions sont le prix inévitable d'un programme sûr et responsable d'évaluation des dangers des sur-régénérateurs commerciaux.

« Nous craignons toutefois qu'un investissement massif d'argent et d'effort technologique dans un sur-régénérateur prototype de grande taille fasse apparaître comme inévitable le choix final d'un programme de sur-régénérateurs (...) ».

Les « Amis de la Terre », qui nous ont communiqué ce texte, posent alors les questions suivantes.

- 1) Situé à 22 km de Bourgoin, à 39 km de Chambéry et à 44 km de Lyon, le sur-régénérateur prototype de taille commerciale « super-Phénix » est-il éloigné de toute agglomération ?
- 2) Est-il prévu qu'il comporte sur son site même toutes les installations nécessaires au retraitement et à la fabrication de son combustible ?
- 3) Quelles dispositions y sont prises pour mesurer et contrôler minutieusement les quantités de plutonium dépensées, produites et transportées ?
- 4) Les dispositifs de sécurité sont-ils suffisants ? En particulier, la cuve est-elle en mesure de résister aux centaines ou aux milliers de mégajoules d'énergie mécanique dégagés par une « excursion » nucléaire primaire ou secondaire ?
- 5) Quel est le prix prévu pour la construction de super-Phénix et de ses installations annexes ? Quel est, en vue d'une comparaison, le montant des crédits publics alloués en 1975 et 1976 aux sources alternatives d'énergie ?

Braud Saint-Louis utilité publique ?



Le décret d'utilité publique pour la centrale de Braud (Gironde) a été publié au Journal officiel du 31 décembre 1975. Dans un délai de cinq ans, les terres devront être libérées... et leurs occupants relogés ou indemnisés.

La politique de violence du pouvoir se poursuit donc de façon acharnée à Braud. Ce décret sort un an après la fin de l'enquête d'utilité publique qui avait vu plus de 25 000 oppositions se manifester en trois semaines. Depuis l'EDF et les pouvoirs publics, employant

tous les moyens de pression contre les opposants, refusent le dialogue et, violant la légalité bourgeoise, construisent la centrale. Alors que le décret d'utilité publique n'était pas paru, une enquête parcellaire (visant à déterminer les parcelles à exproprier dans un premier temps) avait été organisée du 24 novembre au 24 décembre 1975. La démolition des fermes a commencé sur le marais, ce qui a incité certains agriculteurs à vendre à EDF.

Pour protester contre cette offensive, une des fermes vendues a été occupée les 17 et 18 janvier derniers, par le collectif antinucléaire et le syndicat de défense des agriculteurs.

Par contre une ferme antinucléaire existe sur le marais de Braud. Elle informe la population sur les formes d'énergie non polluante. Un centre d'accueil permanent fonctionne. Malgré les pressions financières, les procès, les intimidations policières, les paysans et les militants écologiques de la région continuent à s'opposer à la centrale.